



Jeunesse et climat
Avril 2019 - Revue N°16



**«C'est l'inverse qu'il faut affirmer pour rompre avec l'idéologie de la croissance : Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous.
Seul mérite d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne.
Nous pouvons être plus heureux avec moins d'opulence, car dans une société sans privilège, il n'y a pas de pauvres.**

ANDRE GORZ

Avril 1974

UN MOT DU PRÉSIDENT



JEAN-PASCAL LABILLE,

Président de Ceci n'est pas une crise, ancien Ministre fédéral et Secrétaire général de Solidaris.

Chères lectrices,
Chers lecteurs,

Le numéro de la revue numérique que vous avez devant vous se veut, avant tout, être un véritable hommage. Nous voulons reconnaître, féliciter et admirer ces jeunes responsables et courageux qui militent pour que des actions soient prises en matière de Climat.

Vous trouverez donc d'abord, un portrait de Greta Thunberg, la jeune suédoise qui a lancé le mouvement. Seule, toute seule devant le parlement pour commencer, elle est parvenue à remuer les consciences dans tous les coins de l'Europe et jusqu'aux États-Unis, où l'on a dit d'elle : « J'aime quelqu'un qui ne fait pas que râler, mais qui agit. »

Nous vous présenterons aussi, dans ce numéro, une jeune belge tout aussi admirable, Anuna De Wever ; Anuna est, avec son amie Kyra Gantois, la meneuse des jeunes qui militent chaque semaine pour le climat en Belgique.

Vous découvrirez également une analyse française du mouvement de ces jeunes qui refusent de rester inactifs devant les enjeux climatiques et enfin, un texte visionnaire que le philosophe André Gorz a publié en 1974. De quoi nous faire réfléchir...

Comme chaque trimestre, vous trouverez aussi dans ce numéro un retour en images sur notre événement lié au « non Brexit » du 29 mars dernier, et enfin, notre page agenda.

Bonne lecture !

Jean-Pascal Labille,
Président



SOMMAIRE

En Suède, Greta Thunberg, en « grève scolaire » pour le climat

Par Anne-Françoise Hivert, publié dans le Monde
13 décembre 2018

p.05

Portrait : Anuna De Wever, l'activiste pour le climat qui ne veut être «ni fille, ni garçon»

Par Joyce Azar, publié sur le site de la VRT, 28 janvier 2018

p.07

Climat : la réplique jeune

Par Nelly Didelot, publié dans Libération, 14 février 2019

p.09

Leur écologie et la nôtre

Par André Gorz, publié dans Le Sauvage, Avril 1974

p.11

Débat sur le Brexit

Retour en images

p.13

Agenda

p.14



EN SUÈDE, GRETA THUNBERG, EN « GRÈVE SCOLAIRE » POUR LE CLIMAT

GRAND FORMAT DU MONDE

A 15 ans, elle est à l'origine d'un mouvement mondial : des collégiens et des lycéens font l'école buissonnière le vendredi pour réclamer des actions contre le changement climatique.

Elle a commencé seule, assise devant le Parlement suédois, avec sa petite pancarte en carton qui disait : « *grève scolaire pour le climat* ». Au lieu de reprendre le chemin du collège à la rentrée, le 21 août, au terme de l'été le plus chaud jamais enregistré en Suède, Greta Thunberg a décidé de faire l'école buissonnière jusqu'aux élections du 9 septembre. Elle voulait envoyer un message aux candidats, dont elle estimait qu'aucun de leurs programmes ne permettrait de préserver la planète des effets du changement climatique. Plusieurs sont venus lui parler. Saluant son engagement, tous l'ont priée de retourner à l'école. Elle a décidé de ne plus faire grève que le vendredi.

Trois mois et demi plus tard, la jeune Suédoise de 15 ans, visage poupin encadré de longues tresses blondes, le sourire rare, est un phénomène sur les réseaux sociaux, avec 18 000 followers sur Twitter et plusieurs centaines de nouveaux abonnés chaque jour. Le hashtag #FridaysForFuture s'est propagé en Scandinavie mais aussi en Allemagne, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, et jusqu'en Australie, où des milliers d'élèves se sont rassemblés devant les parlements régionaux, le 30 novembre. Et elle vient d'être nommée dans la liste des 25 most influential teens of the year du Time.

Après avoir inspiré des jeunes dans le monde entier, l'adolescente a même rencontré, le 3 décembre, le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres à Katowice, en Pologne, à l'ouverture de la conférence mondiale pour le climat (COP24). Ces derniers mois, elle a été invitée dans de nombreuses villes d'Europe pour parler de son engagement. Le 22 octobre, c'est en ferry qu'elle s'est rendue à Helsinki, où 10 000 personnes se sont réunies pour l'écouter. Dans le centre de la capitale finlandaise, elle s'interroge :

« *Certaines personnes disent que nous devrions étudier pour devenir chercheurs sur le climat, afin de pouvoir résoudre la crise climatique. On a les outils pour la résoudre. (...) Pourquoi devrions-nous étudier pour un futur qui n'existera bientôt plus, alors que personne ne fait rien pour le sauver ?* »

Même constat amer à Londres, le 31 octobre, où elle s'est là rendue en voiture électrique, avec son père, à l'invitation du mouvement Extinction Rebellion. Greta Thunberg interpelle les adultes :

« *Votre silence est presque pire que tout. Le futur des générations qui viennent repose sur vos épaules. Ceux d'entre nous qui sont encore des enfants ne pourront pas changer vos actions actuelles quand nous serons suffisamment âgés pour faire quelque chose.* »

En primaire déjà, la jeune fille s'intéresse à la question du changement climatique. Elle ne comprend pas, alors, qu'on ne traite pas le réchauffement pour ce qu'il est : « *La plus grosse crise à laquelle l'humanité ait à faire face* », selon ses mots. Greta Thunberg lit tout ce qu'elle trouve sur le sujet et remplit son sac à dos d'ouvrages scientifiques, la plupart en anglais.

A la maison, elle harcèle ses parents, qui lui accordent une oreille distraite. Sa mère est la chanteuse d'opéra Malena Ernman. Son père, un ancien acteur, dirige une société de production avec sa femme. Au printemps, le couple a publié un livre, intitulé *Scènes tirées du cœur* (Bokförlaget Polaris, non traduit). Ils y évoquent leur engagement pour le climat, mais également son point de départ : la dépression sévère de leur fille, à 11 ans, diagnostiquée Asperger, un syndrome autistique.

Malena Ernman, sacrifiant en partie sa carrière internationale, a annoncé qu'elle ne prendrait plus l'avion. Tout est lié, écrivent-ils : « *La crise climatique, les inégalités économiques ainsi que l'augmentation des maladies liées au stress et la mauvaise santé psychologique sont tous des symptômes d'une crise urgente du développement durable qui menace au plus haut degré notre survie.* » En 2015, la famille achète une voiture électrique. Dans la foulée, Malena Ernman, sacrifiant en partie sa carrière internationale, annonce qu'elle ne prendra plus l'avion.



Greta a fait le même choix et s'y tient. Elle a d'ailleurs décliné sa nomination au Children Climate Prize, remis le 20 novembre à Stockholm, au motif que tous les finalistes allaient y venir en avion, expliquant :

« Si nous prenons le dernier rapport du GIEC [le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat] un tout petit peu au sérieux, nous devons immédiatement commencer à agir comme si nous voulions faire face à la crise dans laquelle nous nous trouvons. »

Début septembre, Arnold Schwarzenegger lui a témoigné son admiration sur Twitter : *« J'aime voir quelqu'un qui ne fait pas que râler mais agit »*. Tout en appelant la jeune fille à continuer à aller à l'école, l'ancien gouverneur de Californie l'a invitée à Vienne, en mars 2019, pour l'Austrian World Summit, dont il est l'instigateur. Réponse de Greta Thunberg : *« Comptez sur moi. Hasta la vista baby. »*

Anne-Françoise Hivert

Le Monde

13 décembre 2018



ANUNA DE WEVER, L'ACTIVISTE POUR LE CLIMAT QUI NE VEUT ÊTRE «NI FILLE, NI GARÇON»

A 17 ans, elle est devenue la figure emblématique du mouvement de grève scolaire, Youth for Climate, qu'elle a lancé avec son amie Kyra Gantois. Mais qui est donc Anuna De Wever ? La jeune activiste s'est dévoilée dans un entretien accordé à Het Laatste Nieuws.

PORTRAIT PAR JOYCE AZAR

Anuna De Wever est née en juin 2001, dans un hôpital anversois, neuf minutes après sa sœur jumelle. Ses parents lui choisissent un prénom qu'ils ont eux-mêmes inventé. Si Anuna et sa sœur Luka sont physiquement identiques, leur maman se rend vite compte de leur «différence».

«Je marchais à peine et je disais déjà que j'étais un garçon», raconte-t-elle au journal Het Laatste Nieuws. «Pour moi c'était très simple, dans ma tête j'étais réellement un garçon... Lorsque je jouais, ou quand je choisisais des habits. Je trouve ça idiot que l'on pousse les enfants dans des cases dès leur plus jeune âge», confie Anuna.

A la maison, ses parents et ses sœurs parlent ouvertement de sa situation. A l'école primaire aussi, la direction est au courant. Personne ne lui demande jusque-là si elle préfère être une fille ou un garçon.

L'atmosphère change toutefois dès son entrée en secondaire. Anuna De Wever y subi brimades et méchancetés de la part de certains camarades. *«J'ai senti la pression. Il fallait que je prenne une décision. J'ai alors choisi d'être une fille»,* raconte-t-elle. *«J'ai laissé pousser mes cheveux, et j'ai tenté de m'habiller de façon plus féminine. Je voulais m'intégrer. J'ai finalement tenu trois ans».*

Dès la 4e secondaire, Anuna décide de s'imposer. *«Je me suis coupé les cheveux, et je suis simplement redevenue telle que je me sentais. J'ai dit : 'Fuck you', vous et vos stéréotypes de genre».*

Selon Anuna De Wever, ces années de harcèlement durant lesquelles elle a dû se battre pour s'affirmer l'ont rendue plus forte, et lui ont donné confiance en elle. Grâce aux réseaux sociaux, elle découvre aussi la fluidité des genres, et se rend compte qu'elle n'est pas la seule à ne pas «entrer dans une case».

A l'âge de 15 ans, Anuna De Wever se sent mieux que jamais dans sa peau, et assume pleinement sa situation. *«Si vous voulez absolument diviser les gens entre hommes et femmes, faites-le, mais ce n'est plus mon problème, car je ne suis ni l'un ni l'autre. Celui à qui ça ne plaît pas peut aller voir ailleurs»,* raconte-t-elle.

Au sein de sa famille, son esprit critique se développe, grâce à de nombreux débats d'actualité qui se tiennent sans tabou durant les repas. En classe, Anuna découvre les atrocités perpétrées dans certains abattoirs et devient végétarienne. Elle choisit également de ne plus acheter de vêtements fabriqués par des enfants. La protection de l'environnement, aussi, devient une priorité.

A 16 ans, Anuna De Wever a l'opportunité d'accompagner sa mère à New York dans le cadre d'une conférence sur les femmes. Elle y découvre alors que ces dernières sont, à cause de leur vulnérabilité sociale, davantage victimes des catastrophes liées au changement climatique.

A son retour, la lycéenne décide de passer à l'acte. Après un été 2018 particulièrement sec et chaud, elle choisit de s'inspirer de la jeune suédoise Greta Thunberg, et lance avec son amie Kyra Gantois le mouvement Youth for Climate. Son projet est un succès : 3.000, puis 12.500, puis 35.000 élèves les ont en effet rejointes ces trois derniers jeudis pour demander plus d'action politique en faveur de la protection de la planète.



Depuis le succès de son mouvement, les mails affluent, tout comme les coups de fil. Une grande partie de la presse internationale, allant du Washington Post au New York Times, veut savoir qui est Anuna De Wever.

Les responsables politiques, aussi, s'intéressent à la lycéenne Mais Anuna reste de marbre à ces tentatives de séduction : *«je ne crois pas au système politique, et je ne veux donc pas en faire partie. L'environnement est apolitique, et concerne tout le monde»*, indique-t-elle.

L'an prochain, Anuna envisage des études de droit pour devenir diplomate. En attendant, son combat continue. Jeudi prochain, elle brossera à nouveau les cours pour se rendre à Bruxelles et manifester.

Quant à son identité sexuelle, elle indique qu'elle continuera de refuser les étiquettes. *«Nous adoptons des comportements modèles, des comportements que nous copions. C'est si profondément ancré en nous que nous ne nous posons même plus de questions. Pourtant, chacun a le droit de se comporter comme il l'entend. Laissez donc les gens être des gens, voilà ce que j'aimerais»*, conclut-elle.

Joyce Azar

Publié sur le site de la VRT

28 janvier 2019



CLIMAT : LA RÉPLIQUE JEUNE

ANALYSE

Un peu partout en Europe, lycéens et étudiants se mobilisent pour des politiques d'ampleur en faveur de l'environnement. En France, premier tour de chauffe ce vendredi avec une journée de grève, sans l'aide de syndicats ni d'ONG.

Alors que le mois de janvier a vu s'accumuler les mauvaises nouvelles climatiques, entre accélération de la fonte des calottes glaciaires et des neiges himalayennes et confirmation que 2018 avait été la quatrième année la plus chaude de l'histoire, la seule éclaircie est venue des jeunes. Emboitant le pas à la Suédoise Greta Thunberg et sa grève scolaire pour le climat, les élèves belges et suisses âgés de 12 à 18 ans ont décidé de sécher massivement et régulièrement les cours pour alerter leurs dirigeants sur l'urgence climatique, avant d'être rejoints la semaine dernière par plusieurs milliers de lycéens hollandais. Si l'on prend en compte des mouvements plus épars, en Allemagne ou en Australie notamment, 70 000 jeunes font grève pour le climat chaque semaine dans 270 villes, selon un décompte du Guardian. Un chiffre promis à augmenter grâce aux Français et Britanniques qui entrent à leur tour dans la danse ce vendredi, avec une première journée de grève qui devrait ensuite suivre un rythme hebdomadaire.

Dans chaque pays, la mobilisation s'est inscrite dans

un contexte particulier. Les jeunes Belges veulent peser sur les élections fédérales de mai, tandis que le mouvement australien est né de l'opposition à l'ouverture d'une nouvelle mine de charbon. Mais partout, les moyens d'action sont les mêmes. Au-delà du choix très symbolique de la grève scolaire - qui proclame haut et fort que l'avenir éducatif et professionnel compte bien peu si les conditions d'une existence viable ne sont plus assurées -, ces mouvements sont tous spontanés, horizontaux, plus ou moins acéphales et nés grâce aux réseaux sociaux. De Bruxelles à Lausanne, les mêmes slogans barrent les pancartes : «*Ta planète, tu la préfères bleue ou bien cuite ?*» ou «*Les dinosaures aussi pensaient qu'ils avaient le temps*». Les jeunes grévistes ont conscience de s'attaquer à un problème international, qui ne pourra être résolu qu'à l'échelle mondiale. «*On fait tous des efforts au quotidien pour polluer moins, mais maintenant on a compris qu'il faut des modes d'action collectifs si on veut des changements d'ampleur. C'est ce qu'on réclame*», explique Piero Amand, 18 ans, cofondateur de Génération climat, un mouvement belge né avec les premières grèves scolaires.

«*Cette génération est la première à vraiment souffrir des dérèglements climatiques et la dernière à pouvoir agir, ce qui sécrète une forme d'angoisse*», estime Victor Kristof, président de Swiss Youth for Climate, une association qui réunit des jeunes déterminés à agir pour l'environnement. Une étude de l'université de Gand publiée en janvier indique que la question environnementale est le premier sujet de préoccupation des Belges de 18-25 ans, quand elle n'est que le septième pour les plus de 50 ans. «*Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les jeunes ne sont pas nihilistes du tout. Ils croient encore aux possibilités de sauver le climat, à notre capacité d'action collective. Plus que les adultes, ce sont eux qui s'inscrivent dans la longue durée*», souligne Sylvain Wagnon, professeur en sciences de l'éducation à l'université de Montpellier.

Au-delà des grèves scolaires, les jeunes semblent aujourd'hui former le cœur des mouvements écologistes. Un collectif de sociologues, Quantité critique, mène depuis septembre une étude, encore en phase exploratoire, sur le profil des manifestants climatiques en France. «*Les moins de 26 ans représentent la population la plus déterminée à se mobiliser pour le climat. Plus les manifestations sont petites, plus les jeunes en représentent une part importante, explique Maxime Gaborit, chargé de cours à Sciences-Po et membre du collectif. A la dernière mobilisation pour le climat à Paris, «l'Agora» du 27 janvier, les moins de 26 ans formaient 33% des manifestants d'après notre échantillon.*»

Plus motivés, les jeunes sont aussi plus radicaux. «*Leur registre d'action joue sur l'émotionnel, mais leurs reven-*



dications sont très claires, analyse Stéphane Canetta, porte-parole de Greenpeace Suisse. En Suisse, leurs exigences, par exemple sur les objectifs de réduction de gaz à effet de serre, sont plus drastiques que celles des ONG. » Les jeunes grévistes pressent pour un changement immédiat et de grande ampleur. Et certains sont plus politisés que d'autres.

« On pense qu'on ne pourra pas résoudre la crise climatique sans changer notre modèle de société consumériste. Parler de croissance verte, pour nous, c'est antithétique », explique Piero Amand, de Génération climat, qui se veut la voix de l'écologie radicale au sein du mouvement belge. « Mais ce n'est pas du tout le message le plus répandu dans les manifestations, qui est moins politique, plus sur le registre « on a des preuves scientifiques des dégâts qui s'annoncent et des moyens de lutter, maintenant il faut que vous, politiques, vous en empariez. » Le choix de la grève scolaire, revendiquée comme de la désobéissance civile, est lui aussi révélateur. « En France, la désobéissance civile est acceptée quasi unanimement par les militants climatiques que nous avons interrogés, mais les moins de 26 ans sont prêts à aller plus loin, ils acceptent les dégâts matériels justifiés par la cause climatique - à 66 %, contre 50 % pour le reste des participants », explique Maxime Gaborit.

Les tentatives de poursuivre en justice les Etats pour les obliger à adopter des politiques climatiques plus ambitieuses se multiplient également. Dès 2015, 21 jeunes âgés de 10 à 21 ans, soutenus par l'ONG Our Children's Trust, ont porté plainte contre le gouvernement américain. Ils l'accusent de mettre en danger leurs droits constitutionnels, notamment à la vie, par son inaction climatique et son soutien aux industries fossiles. Le procès, déjà repoussé à plusieurs reprises, aurait dû s'ouvrir en octobre mais la Cour suprême, dominée par les conservateurs, a gelé la procédure. En Colombie, la plus haute instance juridique a, elle, ordonné l'an dernier au gouvernement de mettre un terme à la déforestation, en lui rappelant son devoir de protéger la nature pour les générations futures, donnant ainsi raison à un groupe de 25 adolescents appuyés par l'ONG Dejusticia qui avaient attaqué l'Etat pour atteinte à leurs droits fondamentaux. Encouragés par cet exemple, sept mineurs portugais ont décidé de porter plainte auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, après les incendies meurtriers qui ont ravagé leur pays cet été. Si toutes ces initiatives judiciaires ne sont pas couronnées de succès, elles représentent un moyen de peser sur les débats publics pour des jeunes qui ne sont souvent pas encore en âge de voter.

Faut-il voir dans ces « enfants du climat » l'émergence d'un mouvement écologique moins marqué politiquement et plus divers sociologiquement ? La mobilisation est trop récente pour que la réponse soit évidente, mais d'après les premiers résultats de l'étude de Quantité critique, ces jeunes n'ont pas un profil très distinct des manifestants des autres générations. « Ce sont essen-

tiellement des jeunes issus de milieux CSP +, engagés dans un parcours scolaire assez long, marqués à gauche et plutôt sur le créneau de l'écologie radicale », explique Yann Le Lann, coordinateur de l'étude et maître de conférence en sociologie à l'université de Lille.

Politisés ou non, les jeunes grévistes pour le climat font désormais face à deux défis majeurs. Il leur faut d'abord éviter la récupération de leurs mouvements, tout en les faisant vivre dans la durée. « L'indépendance et le caractère non partisan et spontané de ces mouvements sont leur force première, juge Stéphane Canetta, de Greenpeace Suisse. C'est ce qui leur permet de secouer le monde politique et la société tout entière. Il faut absolument qu'ils puissent les préserver. Nous, associations instituées, n'avons pas à nous y impliquer. » Les soupçons de manipulation ont rapidement suivi l'essor des grèves scolaires. En Belgique, la ministre flamande de l'Environnement a été contrainte à la démission le 6 février après avoir affirmé que les grèves étaient télé-guidées par des organisations politiques. Dernièrement, c'est la Suédoise Greta Thunberg qui a été la cible d'attaques venues du milieu anarcho-écologiste, qui la soupçonnait d'être aux mains du « capitalisme vert », après son invitation au forum mondial de Davos, dont les grands patrons se sont servis pour se donner bonne conscience.

Le second défi est d'être pris au sérieux par les dirigeants. Le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, a jugé « fantastique » la première journée de grève des lycéens à La Haye, tout en affirmant ne pas pouvoir demander des mesures climatiques plus ambitieuses à son gouvernement. En novembre, au tout début de la mobilisation des jeunes Australiens, le Premier ministre, Scott Morrison, avait affirmé que « les écoles n'ont pas à être transformées en Parlements », et incité les élèves à passer moins de temps dans « l'activisme » et plus à étudier.

« Les autres combats n'ont aucun sens si celui-là est perdu. D'après le dernier rapport du Giec, il nous reste à peine douze ans pour agir et éviter des changements climatiques irréversibles, martèle Adélaïde Charlier, 18 ans, co-organisatrice du mouvement belge Youth for Climate qui a lancé la grève scolaire. Vouloir nous renvoyer sur les bancs de l'école et penser que tout va s'arranger, voilà ce qui est irresponsable. »

Par Nelly Didelot,
Publié dans Libération,
Le 14 février 2019

LEUR ÉCOLOGIE ET LA NÔTRE

« Ne plus se hisser au-dessus des autres »

Visionnaire, le philosophe André Gorz avait prévu, dans ce texte paru en 1974, la récupération de l'écologie par l'industrie, les groupes financiers — en un mot, le capitalisme.

*André Gorz est décédé en septembre 2007. Ce texte, paru en avril 1974 dans le mensuel écologiste *Le Sauvage*, a été publié en 1975 aux éditions Galilée, sous le nom de Michel Bosquet, en introduction du recueil *Écologie et politique*.*

UN TEXTE VISIONNAIRE PAR ANDRÉ GORZ

Évoquer l'écologie, c'est comme parler du suffrage universel et du repos du dimanche : dans un premier temps, tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous disent que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'anarchie et de l'obscurantisme. Puis, dans un deuxième temps, quand la force des choses et la pression populaire deviennent irrésistibles, on vous accorde ce qu'on vous refusait hier et, fondamentalement, rien ne change.

La prise en compte des exigences écologiques conserve beaucoup d'adversaires dans le patronat. Mais elle a déjà assez de partisans capitalistes pour que son acceptation par les puissances d'argent devienne une probabilité sérieuse. Alors mieux vaut, dès à présent, ne pas jouer à cache-cache : la lutte écologique n'est pas une fin en soi, c'est une étape. Elle peut créer des difficultés au capitalisme et l'obliger à changer ; mais quand, après avoir longtemps résisté par la force et la ruse, il cédera finalement parce que l'impasse écologique sera devenue inéluctable, il intégrera cette contrainte comme il a intégré toutes les autres.

C'est pourquoi il faut d'emblée poser la question franchement : que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ? Réforme ou révolution ?

Ne répondez surtout pas que cette question est secondaire et que l'important, c'est de ne pas saloper la planète au point qu'elle devienne inhabitable.

Car la survie non plus n'est pas une fin en soi : vaut-il la peine de survivre [comme se le demande Ivan Illich] dans « *un monde transformé en hôpital planétaire, en école planétaire, en prison planétaire et où la tâche principale des ingénieurs de l'âme sera de fabriquer des hommes adaptés à cette condition* » ? (...)

Il vaut mieux tenter de définir, dès le départ, pour quoi on lutte et pas seulement contre quoi. Et il vaut mieux essayer de prévoir comment le capitalisme sera affecté et changé par les contraintes écologiques, que de croire que celles-ci provoqueront sa disparition, sans plus.

Mais d'abord, qu'est-ce, en termes économiques, qu'une contrainte écologique ? Prenez par exemple les gigantesques complexes chimiques de la vallée du Rhin, à Ludwigshafen (BASF), à Leverkusen (Bayer) ou Rotterdam (Akzo). Chaque complexe combine les facteurs suivants :

- des ressources naturelles (air, eau, minéraux) qui passaient jusqu'ici pour gratuites parce qu'elles n'avaient pas à être reproduites (remplacées) ;
 - des moyens de production (machines, bâtiments), qui sont du capital immobilisé, qui s'usent et dont il faut donc assurer le remplacement (la reproduction), de préférence par des moyens plus puissants et plus efficaces, donnant à la firme un avantage sur ses concurrents ;
 - de la force de travail humaine qui, elle aussi, demande à être reproduite (il faut nourrir, soigner, loger, éduquer les travailleurs). En économie capitaliste, la combinaison de ces facteurs, au sein du processus de production, a pour but dominant le maximum de profit possible (ce qui, pour une firme soucieuse de son avenir, signifie aussi : le maximum de puissance, donc d'investissements, de présence sur le marché mondial). La recherche de ce but retentit profondément sur la façon dont les différents facteurs sont combinés et sur l'importance relative qui est donnée à chacun d'eux.
- La firme, par exemple, ne se demande jamais comment faire pour que le travail soit le plus plaisant, pour que l'usine ménage au mieux les équilibres naturels et l'espace de vie des gens, pour que ses produits servent les fins que se donnent les communautés humaines. (...)



Mais voici que, dans la vallée du Rhin notamment, l'entassement humain, la pollution de l'air et de l'eau ont atteint un degré tel que l'industrie chimique, pour continuer de croître ou même seulement de fonctionner, se voit obligée de filtrer ses fumées et ses effluents, c'est-à-dire de reproduire des conditions et des ressources qui, jusqu'ici, passaient pour « naturelles » et gratuites. Cette nécessité de reproduire l'environnement va avoir des incidences évidentes : il faut investir dans la dépollution, donc accroître la masse des capitaux immobilisés ; il faut ensuite assurer l'amortissement (la reproduction) des installations d'épuration ; et le produit de celles-ci (la propreté relative de l'air et de l'eau) ne peut être vendu avec profit.

Il y a, en somme, augmentation simultanée du poids du capital investi (de la « composition organique »), du coût de reproduction de celui-ci et des coûts de production, sans augmentation correspondante des ventes. Par conséquent, de deux choses l'une : ou bien le taux de profit baisse, ou bien le prix des produits augmente. La firme cherchera évidemment à relever ses prix de vente. Mais elle ne s'en tirera pas aussi facilement : toutes les autres firmes polluantes (cimenteries, métallurgie, sidérurgie, etc.) chercheront, elles aussi, à faire payer leurs produits plus cher par le consommateur final. La prise en compte des exigences écologiques aura finalement cette conséquence : les prix tendront à augmenter plus vite que les salaires réels, le pouvoir d'achat populaire sera donc comprimé et tout se passera comme si le coût de la dépollution était prélevé sur les ressources dont disposent les gens pour acheter des marchandises.

La production de celles-ci tendra donc à stagner ou à baisser ; les tendances à la récession ou à la crise s'en trouveront aggravées. Et ce recul de la croissance et de la production qui, dans un autre système, aurait pu être un bien (moins de voitures, moins de bruit, plus d'air, des journées de travail plus courtes, etc.), aura des effets entièrement négatifs : les productions polluantes deviendront des biens de luxe, inaccessibles à la masse, sans cesser d'être à la portée des privilégiés ; les inégalités se creuseront ; les pauvres deviendront relativement plus pauvres et les riches plus riches.

La prise en compte des coûts écologiques aura, en somme, les mêmes effets sociaux et économiques que la crise pétrolière. Et le capitalisme, loin de succomber à la crise, la gèrera comme il l'a toujours fait : des groupes financiers bien placés profiteront des difficultés de groupes rivaux pour les absorber à bas prix et étendre leur mainmise sur l'économie. Le pouvoir central renforcera son contrôle sur la société : des technocrates calculeront des normes « optimales » de dépollution et de production, édicteront des réglementations, étendront les domaines de « vie programmée » et le champ d'activité des appareils de répression. (...)

Direz-vous que rien de tout cela n'est inévitable ? Sans doute. Mais c'est bien ainsi que les choses risquent de se passer si le capitalisme est contraint de prendre en compte les coûts écologiques sans qu'une attaque politique, lancée à tous les niveaux, lui arrache la maîtrise des opérations et lui oppose un tout autre projet de société et de civilisation. Car les partisans de la croissance ont raison sur un point au moins : dans le cadre de l'actuelle société et de l'actuel modèle de consommation, fondés sur l'inégalité, le privilège et la recherche du profit, la non-croissance ou la croissance négative peuvent seulement signifier stagnation, chômage, accroissement de l'écart qui sépare riches et pauvres. Dans le cadre de l'actuel mode de production, il n'est pas possible de limiter ou de bloquer la croissance tout en répartissant plus équitablement les biens disponibles.

Tant qu'on raisonnera dans les limites de cette civilisation inégalitaire, la croissance apparaîtra à la masse des gens comme la promesse — pourtant entièrement illusoire — qu'ils cesseront un jour d'être « sous-privilégiés », et la non-croissance comme leur condamnation à la médiocrité sans espoir. Aussi n'est-ce pas tant à la croissance qu'il faut s'attaquer qu'à la mystification qu'elle entretient, à la dynamique des besoins croissants et toujours frustrés sur laquelle elle repose, à la compétition qu'elle organise en incitant les individus à vouloir, chacun, se hisser « au-dessus » des autres. La devise de cette société pourrait être : Ce qui est bon pour tous ne vaut rien. Tu ne seras respectable que si tu as « mieux » que les autres.

Or c'est l'inverse qu'il faut affirmer pour rompre avec l'idéologie de la croissance : Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne. Nous pouvons être plus heureux avec moins d'opulence, car dans une société sans privilège, il n'y a pas de pauvres.

Par André Gorz,
Publié dans *Le Sauvage*,
Avril 1974

DÉBAT SUR LE BREXIT

RETOUR EN IMAGES SUR LE DÉBAT D'OPINIONS
ENTRE LUUK VAN MIDDELAAR ET ERIC DE BEUKELAER

FILIGRANES, LE 29 MARS 2019



FONDATION
CECIN'EST PAS UNE CRISE

AGENDA

NUIT BLANCHE CONTRE LISTES NOIRES 11 MAI 2019 @ LIEGE

La Fondation Ceci n'est pas une crise s'associera à cette nuit de rassemblement à Liège contre les idées d'extrême droite.

Le 11 mai, vous pourrez :

* découvrir une exposition sensorielle sur les parcours de migrants, en évoluant au travers d'un tunnel spécialement aménagé pour solliciter non seulement votre vue et votre ouïe, mais aussi votre cœur...

* en soirée, assister à une représentation de la pièce «*No Woman's Land*», un spectacle chorégraphique de Luca Franeschi sur le combat des femmes migrantes d'Amérique centrale en route vers les Etats-Unis. Un spectacle qui a gagné le Premier Prix «*Coup de Coeur de la Presse Avignon 2018* », qui est inspiré du récit journalistique de Camilla Panhard et qui mêle la fiction théâtrale, la danse, la musique et la vidéo.

Plus d'informations à venir et réservations sur www.citemiroir.be

Les prochains événements
de la Fondation
seront annoncés sur notre site
www.cecineestpasune crise.org



RÉSEAU

Retrouvez toutes les actualités de la Fondation sur :

NOTRE SITE WEB

<http://www.cecinestpasunecrise.org/>

NOTRE PAGE FACEBOOK

www.facebook.com/cecinestpasunecrise

NOTRE PROFIL TWITTER

<https://twitter.com/PasUneCrise>

CECI N'EST PAS UNE CRISE

FONDATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Rue Royale 151
1000 Bruxelles, Belgium

E : info@cnepuc.org

W : www.cecinestpasunecrise.org

F : www.facebook.com/cecinestpasunecrise

Editeurs :

Jean-Pascal Labille, Président

Marielle Papy, Administratrice-déléguée



FONDATION
CECI N'EST PAS UNE CRISE